

Denis FERRAND, lycée de Ribérac

Le point sur la question (destiné au professeur)

Le Moyen-Orient conflits et point géopolitique

« Le défi en cours au Moyen-Orient est plus qu'un conflit militaire. D'un côté, il y a ceux qui croient à la liberté et à la modération ; de l'autre, des extrémistes qui tuent les innocents et qui ont annoncé leur intention de détruire notre mode de vie. » Les propos de G. Bush ouvrent une année 2007 marquée par l'apogée des affrontements inter-communautaires en Irak, la quasi-guerre civile entre le Fatah et le Hamas et le début des raids israéliens sur Gaza, la fuite en avant iranienne dans son programme nucléaire. Cet annus horribilis suscite, côté américain, un discours de containment à l'égard de l'Iran, accessoirement de la Syrie, et de leurs ramifications irakiennes, libanaises et palestiniennes. Début 2011, dans le contexte des promesses incertaines des révoltes arabes, le paysage géopolitique semble en voie de profond renouvellement les piliers de l'influence régionale américaine sont-ils toujours aussi immuables ?

L' « arc chiite » pro-iranien relève-t-il du fantasme ou demeure-t-il assez consistant et menaçant pour faire accepter l'hégémonie américaine et l'enterrement du processus de paix?

L'État palestinien : utopie, piège ou chantier en voie d'achèvement?

L'Iran est-elle une puissance comme les autres?

Le Golfe, rive sud : unis sous protection américaine?

La Turquie : une nouvelle politique étrangère?

1. Enjeux et dimensions du conflit Israélo-palestinien

2007-2011 : impasse du processus de paix et divisions intra-palestiniennes

L'engrenage terrorisme-répression de la seconde Intifada se traduit pour les Palestiniens par une aggravation du chômage et de la pauvreté, du fait des barrages en Cisjordanie et du bouclage de Gaza par Tsahal. Y. Arafat mort, les divergences s'accroissent entre M. Abbas, nouveau président de l'Autorité palestinienne (2005) et ancien négociateur des accords d'Oslo, et le Hamas qui, fort de la popularité que lui confèrent son radicalisme et une action sociale permise par les fonds venus notamment d'Iran, remporte les élections de janvier 2006. En 2006-2007, la guerre civile est effective entre partisans du Hamas et du Fatah ; en juin 2007, le Hamas se rend maître de la bande de Gaza, consacrant la territorialisation du divorce entre les deux forces palestiniennes. L'épreuve de force avec Israël devient dès lors inévitable. Gaza, très densément peuplé, est soumise à un blocus éprouvant, préalable au déclenchement (décembre 2008) de l'opération « Plomb durci » : bombardements aériens intensifs, puis offensive terrestre de Tsahal. La destruction des infrastructures palestiniennes n'est cependant pas parvenue à éliminer le Hamas, dont le pouvoir sur Gaza et les tirs de roquettes demeurent effectifs en 2011.

A. Israël : la dialectique de la sécurité et de l'identité

La géopolitique d'Israël est fonction d'une série de contraintes :

- l'intégrité du territoire national, densément peuplé et dépourvu de profondeur stratégique. La perception d'un environnement régional hostile, parfois qualifiée de « complexe de Massada », renvoie à une mémoire historique (Shoah, guerres israélo-arabes) qu'entretiennent et qu'actualisent le discours antisioniste (Ahmadinejad) et le programme nucléaire iraniens;
- la sécurité intérieure, menacée par le terrorisme palestinien et accessoirement libanais, la

préservation de l'identité juive, dramatisée par une natalité en baisse et par la fin de l'émigration russe. La question ethno-démographique, activement posée par le géographe Arnon Soffer, concerne les 500 000 colons implantés en Cisjordanie, mais renvoie aussi aux Arabes citoyens d'Israël (20 % de la population du pays), souvent perçus comme une cinquième colonne palestinienne même s'ils revendiquent leur citoyenneté.

- la question hydrique, centrale pour comprendre les tensions et les négociations pour la fixation de la frontière avec la Syrie (plateau du Golan) et le Liban (fleuve Litani).

Face aux États de la « ligne de front », Israël a tracé quatre axes stratégiques complémentaires :

- le renforcement, après 1967, du partenariat stratégique avec Washington,
- une diplomatie d'encerclement du monde arabe, s'appuyant sur les relais de Washington : l'Éthiopie et l'Iran jusqu'aux années 1970 ; la Turquie surtout, devenu un partenaire stratégique (accords de 1996) et hydrique (accord de 2002 pour la fourniture de 50 millions de m³ d'eau douce sur vingt ans) de premier ordre. Toutefois, l'arraisonnement de la « flottille pour Gaza » le 31 mai 2010 (10 morts, dont 9 Turcs), qualifié de « terrorisme d'État » par le Premier ministre, Erdogan, et intervenant à la suite de la meurtrière opération « Plomb durci », a conduit à une remise en cause du partenariat ; en octobre 2010, le Conseil national de sécurité turc a revu la liste des « ennemis potentiels » de la Turquie, y intégrant Israël, en retirant l'Iran ;
- une instrumentalisation de l'Égypte est passé du statut d'ennemi à celui de partenaire
- des accords de Camp David (1978) à ceux d'Oslo (1993) comme la Jordanie, traditionnellement pro-occidentale (traité de paix de 1994, avec un volet hydrique). Seule la Syrie semble demeurer un ennemi irréductible de concert avec l'Iran, même si la voie diplomatique n'est pas écartée; la rétrocession du Golan, stratégiquement et hydriquement important pour Israël mais prix à payer pour la normalisation des relations, n'est plus un sujet tabou, comme le montre l'ouverture de négociations sous l'égide de la Turquie en 2008 ;
- la dissuasion nucléaire face à l'Iran. La possession, depuis quarante ans environ, de l'arme nucléaire (initialement voulue par Ben Gourion) et d'une palette de vecteurs se double de l'objectif symétrique d'en conserver le monopole régional (bombardement de la centrale nucléaire d'Osirak en 1981, opposition au programme nucléaire iranien).

Depuis les années 1970, les défis géopolitiques d'Israël sont surtout d'ordre interne, nonobstant la question du terrorisme du Hezbollah à partir du sud du Liban (évacuation en 2000, invasion et bombardements de l'été 2006). Le problème palestinien est à la fois sécuritaire, identitaire (partant religieux) et politique (statut définitif des « Territoires occupés »).

La colonisation des territoires après 1967 a obéi à deux logiques contradictoires:

- une logique sécuritaire (plan Allon, 1968) impliquant, en Cisjordanie, la colonisation puis l'annexion d'axes ou zones considérés comme stratégiques (vallée du Jourdain, Ligne verte, pourtours de Jérusalem) et situés en dehors des agglomérations arabes, le reste du territoire devant être annexé par la Jordanie;
- une logique biblico-identitaire, à l'œuvre après 1977 (gouvernements issus du Likoud et des partis religieux), se traduisant par une colonisation ou une régularisation des colonies dans la perspective d'un Grand Israël réactualisant la Terre sainte du peuple juif. Les implantations s'opèrent alors au cœur des zones palestiniennes (Hébron, Jérusalem-Est). L'aliya (immigration) issue de l'ex-URSS a renforcé cette dynamique.

La seconde Intifada a conduit A. Sharon à renouer avec la logique sécuritaire, dans la perspective d'une séparation physique (construction d'un mur de séparation, qualifié de « Barrière de sécurité », mais aussi retrait de Gaza avec démantèlement de colonies en 2005), politique (reconnaissance à

terme d'une « Autorité palestinienne ») et identitaire avec les Palestiniens. Le mur s'étend sur 740 kilomètres, à comparer avec les 320 kilomètres de long de la Ligne verte (frontière internationalement reconnue entre Israël et la Cisjordanie) ; le hiatus traduit ses circonvolutions à l'est de la Ligne, afin de protéger les colonies et de contrôler les puits. Les opposants dénoncent la discontinuité programmée du territoire palestinien, constitué de blocs séparés par des routes stratégiques - la route 60 traverse la Cisjordanie du nord au sud -, des colonies et des points de contrôles israéliens, rendant inapte à être le support d'un État, d'une économie et d'une citoyenneté viables. En retour, Israël réaffirme la logique antiterroriste de la « Barrière de sécurité » et se déclare disposé à rattacher au territoire palestinien des territoires israéliens de peuplement arabe .

B. Les deux enjeux palestiniens : sortir des impasses politique et diplomatique

Le premier défi des Palestiniens a été d'affirmer leur identité propre au sein du combat panarabe. L'OLP, créée en 1964, est initialement dépendante de l'Égypte nassérienne. La prise en charge de la cause palestinienne s'opère par le Fatah de Y. Arafat, à la faveur de la constitution des Territoires occupés en 1967. La Fatah, dont la charte révisée de 1968 prévoit un « État palestinien indépendant et démocratique », prend le contrôle de l'OLP en 1969 nonobstant les surenchères de mouvements plus radicaux. L'OLP fonde sa double légitimité interne et externe sur la lutte armée contre Israël et sa reconnaissance internationale (ONU, 1974). Les deux légitimités en viennent à se confondre à la faveur des accords d'Oslo (1993) et de la constitution d'une « Autorité palestinienne » cotitulaire du pouvoir sur Gaza et la Cisjordanie. Un second défi, plus actuel que jamais, est la fin du divorce entre Fatah et Hamas, divorce dont la genèse se place au lendemain des accords d'Oslo et qui connaît son apogée avec la guerre civile de 2007-2008. Longtemps populaire, le Hamas pâtit de sa fuite en avant islamiste à Gaza, de l'arrêt des financements saoudiens et de son ostracisme international. Tandis que la société civile aspire à une réconciliation. Un accord est finalement trouvé en mai 2011, dans la perspective des élections prévues pour septembre et que le Hamas entendait initialement boycotter. Le troisième défi, impliquant que le précédent soit relevé, consiste à bâtir et à faire reconnaître un État palestinien viable et à parvenir à une solution négociée des questions restées en suspens avec l'enlisement du processus de paix : la fixation des frontières, la question des réfugiés, le statut de Jérusalem-Est, le partage des ressources hydriques de Cisjordanie. La légitimité internationale (de la résolution 242 (1967) à la décision de 2004 de la Cour internationale de justice concluant à l'illégalité du mur) et la médiation du Quartet se heurtent ici aux paramètres de la géopolitique israélienne. Bien que favorable au principe d'un État palestinien autonome, Nétanyahou entend négocier en position de force, comme le confirme le refus de geler la colonisation : annonce de 500 nouveaux logements en Cisjordanie (mars 2011), 940 à Jérusalem-Est (avril). Le Premier ministre occupe sur la scène politique israélienne une position médiane, entre les adversaires de la négociation (A. Liberman, ministre des Affaires étrangères) et les partisans d'une évacuation totale des Territoires (plan d'une quarantaine de personnalités israéliennes [2011] faisant écho au plan Abdallah adopté par la Ligue arabe en 2002). Côté palestinien, le Premier ministre Fayyad (2009), économiste et ancien représentant de l'Autorité auprès du FMI, prend acte du blocage des négociations et envisage la proclamation unilatérale d'un État palestinien, assortie d'une dynamique géo-économique visant à créer « un environnement qui attire les investisseurs et jette les fondements d'une croissance durable », à partir du port de Gaza et de l'aéroport de Rafah ; parallèlement, l'emploi des Palestiniens dans les colonies israéliennes serait prohibé.

2. L'axe chiite, un facteur de déstabilisation régionale par l'instrumentalisation des minorités chiïtes?

A. l'Iran : atouts et isolement d'une grande puissance régionale

L'isolement que l'Iran semble actuellement subir s'inscrit dans le prolongement de la Révolution

islamique.

Ahmadinejad, renouant avec le messianisme chiite de Khomeiny, est le porte-parole des pasdaran ou « gardiens de la Révolution »

Son charisme se nourrit de diatribes anti-américaines et antisionistes, dans le contexte porteur de la présence américaine en Irak et de la seconde intifada, culminant avec la guerre de Gaza. La paternité du programme nucléaire iranien ne peut cependant lui être attribuée, puisque lancé par le chah dans les années 1970 et relancé par la République islamique dans les années 1990 grâce aux liens noués avec la Russie (centrale de Busher). Le programme s'est mué en crise internationale en 2002, avec la révélation de l'existence d'une usine d'enrichissement d'uranium par centrifugation, pouvant fournir la matière première d'une bombe atomique. Si la finalité militaire du programme est récusée par Téhéran, la rupture des négociations avec l'AIEA a induit une dynamique de sanctions internationales croissante et d'isolement.

L'isolement de l'Iran et la radicalité de sa diplomatie sont toutefois à relativiser. La fuite en avant antisioniste est destinée à masquer les divergences au cœur d'un pouvoir polycentrique et à asseoir le pouvoir des radicaux. La République islamique sait pouvoir compter sur la Russie et la Chine, partenaires économiques privilégiés, pour édulcorer les sanctions du Conseil de Sécurité. Elle dénonce l'absence de réaction internationale à la nucléarisation de la région inaugurée par Israël. Au-delà, l'Iran a capitalisé à son profit la montée de l'anti-américanisme aux échelles régionale et mondiale, nouant des liens avec le Venezuela (H. Chavez) ou le Nicaragua (D. Ortega).

B. L'Iran et la Syrie actives au Liban et à Gaza: un arc chiite

La formation d'un « arc chiite » sous direction iranienne consacrerait l'échec de la construction du Grand Moyen-Orient et le réveil d'un panchiisme déstabilisateur pour les monarchies sunnites du Golfe comme pour l'Irak.

L'alliance traditionnelle avec la Syrie, nouée dans les années 1980 contre l'Irak et la présence israélienne au Liban, renforcée par l'actuelle stigmatisation internationale, n'a pas de fondements religieux. La convergence antisioniste et anti-américaine vaut ici facteur explicatif.

En Irak, l'instrumentalisation des chiites du Kouzistan (province du Sud, capitale Bassora) a été redoutée par S. Hussein en 1980, puis par les Américains après 2003 ; le rapport Baker (2006) envisageait même un dialogue direct avec Téhéran pour la contenir. Or, si l'Iran a bien soutenu et financé les partis chiites dans la perspective d'une solution fédérale affaiblissant le danger irakien, le chiisme irakien, théologiquement autonome (Nadjaf, Kerbala), demeure politiquement éclaté ; Téhéran a par ailleurs également soutenu des forces sunnites, preuve de la complexité de sa politique.

Au Liban, Téhéran a participé à la création du Hezbollah en 1982 et, pour former ses combattants, envoyé des pasdaran dans la plaine de la Bekaa. Sous Ahmadinejad, les liens ont été renoués et renforcés, amplifiant le harcèlement du Hezbollah sur les villages de Galilée et précipitant l'intervention israélienne de 2006 au Liban. L'Iran a participé à la reconstruction des régions touchées.

À Gaza, le Hamas, bien que religieusement sunnite et historiquement lié aux Frères musulmans est soutenu par Téhéran.

Si l'activisme diplomatique iranien contribue à unifier les enjeux régionaux et à bipolariser le Moyen-Orient, les connexions chiites semblent surtout instrumentalisées à des fins géopolitiques. Téhéran entend ainsi affirmer son statut de puissance régionale en se posant en leader d'une dynamique anti-israélienne et anti-américaine qui transcende le contentieux théologique et historique entre sunnites et chiites.

C. L'Iran et le Golfe: une géopolitique à forte épaisseur historique

En 1979, la prise de la Grande Mosquée de la Mecque par des pèlerins iraniens, brochant sur les

discours de Khomeiny appelant à renverser les Saoud corrompus et pro-occidentaux et à étendre la révolution, traduisait l'affirmation d'une géopolitique du religieux. Pourtant, la politique de la République islamique s'inscrit dans les objectifs séculaires de la géopolitique iranienne. La rive sud du Golfe et ses populations chiites sont historiquement des marges convoitées de l'Empire perse. (Bahreïn : l'archipel (60 à 70 % de chiites)

Émirats arabes unis : lors de la constitution de la Fédération (1971), l'Iran du chah envahit les îles Tomb et l'île d'Abou Moussa, à proximité du très stratégique détroit d'Ormuz. Le contentieux demeure entier.

3. De la Turquie aux pétromonarchies : un « arc sunnite » pro-occidental ?

A. Arabie Saoudite

La rivalité entre Riyad et Téhéran, à la fois géopolitique (contrôle des émirats de la rive du sud du Golfe), pétrolière (contrôle des eaux du Golfe et du détroit D'Ormuz), et religieuse (le wahhabisme est par essence antichiite), a culminé dans les années 1980, l'Arabie Saoudite armant l'Irak idéologiquement progressiste, suscitant la création du Conseil de coopération du Golfe (1981) et renforçant ses liens avec Washington.

À l'échelle régionale, la Turquie et la Syrie sont récemment (2009-2010) devenues des partenaires importants, dans le contexte de la guerre de Gaza et d'une commune condamnation de l'agression israélienne.

B. Les pétromonarchies : États-tampons et ambitions diplomatiques

Les États à populations chiites (Bahreïn, Koweït, les EAU) sont les plus engagés dans l'endiguement de la menace iranienne. Des liens économiques et humains particulièrement denses existent toutefois entre les Émirats et l'Iran. Oman a historiquement opté pour la neutralité à l'égard de la République islamique et milite pour un rapprochement entre Riyad et Téhéran.

C'est également le cas du Qatar, historiquement rival de Bahreïn et qui co-exploite avec l'Iran les champs gaziers offshore de South Pars. Son activisme diplomatique tous azimuts s'arrime à un soft power remarquable : financement d'al-Jazeera, accueil de la coupe du monde de football en 2022. La cheikha Mozza a même été reçue sous la coupole de l'Institut de France, suite à son élection à l'Académie des beaux-arts pour son action en faveur de l'éducation et de la culture (2008).

C. L'Égypte et la Turquie, vers une révision de leur alignement sur Washington ?

Circonscrivant le Moyen-Orient à l'ouest et au nord, de même poids démographique (environ 80 millions d'habitants chacune), contrôlant l'une le canal de Suez, l'autre les détroits, l'Égypte et la Turquie sont historiquement des piliers de l'influence américaine: la Turquie dans le cadre de l'Otan, l'Égypte post-nassérienne de manière bilatérale (aide globale de 62 milliards de dollars entre 1977 et 2007), comme pôle de résistance à l'islamisme et puissance médiatrice pour la relance du processus de paix et l'endiguement du Hamas (barrières souterraines pour couper les tunnels venant de Gaza). Le prix à payer a été une marginalisation par rapport à leur environnement régional.

La guerre d'Irak a marqué une rupture pour la diplomatie turque, à la faveur du renforcement de la démocratie face à l'armée. Ankara a condamné l'unilatéralisme américain et refusé l'utilisation de son territoire, puis révisé son partenariat stratégique avec Israël.

L'Égypte post-Moubarak suscite les inquiétudes d'Israël et l'expectative à Washington. Il faut

s'attendre à ce que la position officielle du Caire saigne progressivement sur la volonté populaire, car le gouvernement est libéré aujourd'hui des contraintes bureaucratiques et de sécurité qui caractérisaient l'ancien régime en raison de ses liens étroits avec les États-Unis et Israël.

Le Caire assouplit sa position à l'égard du Hamas (blocus de Gaza), suscitant sa réconciliation avec le Fatah, comme à l'égard de l'Iran (autorisation de passage par Suez pour des navires de guerre). Enfin, l'orientation vers l'Europe des deux États se confirme.